

L'incandescence du peuple togolais

lundi 31 mai 2010, par [CICHOCKI Mathieu](#) (Date de rédaction antérieure : 24 mai 2010).

Le soutien financier de l'Union européenne octroyé au gouvernement sortant du Togo pour l'organisation de l'élection présidentielle du 4 mars 2010 et la violence armée par le biais de la Force Sécurité Election Présidentielle 2010 (FOSEP) se sont révélés être un levier répressif aux mains du pouvoir sortant. Les Togolais-e-s ont rencontré de multiples obstacles pour faire émerger la vérité des urnes et le choix véritable qu'exprimait leur suffrage. Tout sauf Faure Gnassingbé !

Une situation politique intenable au Togo

L'impossibilité technique de vérifier les bulletins de vote et donc de confirmer les résultats et les irrégularités graves en matière électorale telles que constatées par la mission d'observation électorale de l'UE devraient conduire à une invalidation immédiate du scrutin. Une page s'est tournée aussi au niveau de l'opposition togolaise en la personne de Gylchrist Olympio, leader charismatique contre le régime Gnassingbé qui assassina le premier président élu togolais, Sylvanus Olympio, père de Gylchrist. En effet, que penser de son choix de se défausser lors du dépôt de sa candidature à l'élection pour un accident imaginaire ? Et celui de ne pas reconnaître la candidature de Jean-Pierre Fabre du même parti que lui ? De recevoir, chez lui à Paris, une délégation du pouvoir pour négocier unilatéralement en catimini ? De trainer des pieds lors des actions populaires organisés par le FRAC (front républicain pour l'alternance et le changement), jusqu'à ce fameux jour où, rejoignant le meeting sur la plage de Lomé escorté par la police, il sera lynché par la population furieuse des signes de trahison du « Fils du Père » ?!

Mais malgré « l'abandon » du plus connu des opposants, la contestation populaire est de grande envergure dans la capitale sous formes de marches pacifiques, de veillées, de prières spirituelles. Si ce n'étaient les intimidations et les actes de malveillance des forces de police financées par la France et l'UE, cette contestation populaire aurait déjà gagné toutes les villes de l'intérieur du pays.

Les « métastases » de la résistance

Depuis le mois de mars 2010, l'opposition togolaise a réalisée « l'union sacrée » autour du candidat Jean-Pierre Fabre. Dans la diaspora, de multiples « filiales » de « l'Ablodé » (1) agissent également (grève de la faim en Pologne, rencontres de députés européens à Bruxelles, manifestations devant la Maison Blanche et les locaux de l'ONU, etc.). Ces « métastases » de la lutte sont les conséquences de l'abandon par la communauté internationale de ce peuple qui a décidé de passer outre les multiples adoucissements « collabos » et d'engager la lutte.

Car les schémas proposés par les pays bailleurs de fonds comme « l'évolution palliative vers la démocratie » ne sont plus tolérés par les populations qui croupissent depuis des années dans l'indignité « d'un plat/jour » et du chômage trans-générationnel. Le risque le plus évident est que pour les prochaines élections législatives il n'y ait plus personne pour aller voter et que le taux d'abstention dépasse tous les records. Comme en Thaïlande, au Kirghizstan, en Grèce en ce moment où ce sont les tenant-e-s du pouvoir « mafieux » qui pillent les deniers du peuple la population togolaise n'a pas d'autre choix pour sortir de la misère entretenue que de se révolter en s'unissant.

Les perspectives de l'espérance populaire

Suite à la prestation de serment du 3 mai, la dictature togolaise pensait que « le soufflé » de contestation allait retomber, que les principaux opposants allaient quémander des postes dans le nouveau gouvernement « d'Union nationale ». C'est oublié de prendre en compte la détérioration du tissu social et économique du pays qui se retrouve dernier dans ce domaine dans la région, au bout de 5 ans de pouvoir du jeune dictateur, après avoir assassiné plus de 500 compatriotes, blessé, amputé, handicapé, violé et exilés encore à ce jour des dizaines de milliers ! Chaque famille togolaise a en son sein un-e martyr de la dictature de la famille Gnassingbé. Alors se pose cette question cruciale : comment un peuple peut-il voter à plus de 60% pour son bourreau ? Il faut aussi rappeler que le pari de Faure Gnassingbé, qui avait affirmé qu'il allait organiser des élections transparentes, qui ne prêtent d'aucunes discussions dans ses résultats comme au Ghana, au Sénégal, est totalement perdu !

Enfin, en cette année du cinquantenaire de l'indépendance du Togo, les compteurs de la mémoire collective populaire se sont remis à zéro, dans la majorité des esprits des résistants, la lutte pour la 2^e indépendance ne fait que commencer !

Mathieu Cichocki

(1) « Indépendance », en langue ewé

P.-S.

* Paru dans Afrique en lutte.